



## **Augmenter les salaires et pensions avec revalorisation réelle du point d'indice OUI à un service public de qualité / NON aux régressions programmées (collèges, santé...) et à une réforme territoriale héritière de la RGPP**

Les organisations syndicales CGT, Cgt-FO, FSU et Solidaires de la Fonction Publique estiment que si la négociation salariale qu'elles réclament depuis plusieurs années est bien confirmée pour le mois de février, elle ne se présente pas dans de bonnes conditions.

En effet, en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 avec quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue... et ce n'est pas la nôtre ! De surcroît, les déclarations se multiplient sur les difficultés de la relance, une croissance toujours en berne, qui laissent très mal augurer de ce rendez-vous salarial.

S'ajoutent à cela, la poursuite à une vitesse effrénée et sans réelle négociation, de nombreuses contre-réformes : collèges, territoriale, santé... Contrairement aux

affirmations gouvernementales ces réformes régressives aggraveront toujours plus la qualité des services rendus aux citoyens et les conditions de travail des personnels.

La répétition de telles mesures rétrogrades détériore les relations sociales. La proclamation de l'Etat d'urgence est utilisée pour bloquer, à la discrétion des pouvoirs préfectoraux et au gré des injonctions locales, l'expression des revendications, dont celles des salariés, des retraités et privés d'emploi.

De nombreux secteurs de la Fonction publique, pourtant essentiels à la redistribution sociale et économique, restent confrontés à des sous effectifs absolument insupportables. L'affirmation d'améliorer les services publics de proximité, via la loi NOTRe, n'est qu'un enfumage dans les faits pour réorganiser des compétences publiques.

Elle sert principalement les intérêts des entreprises au détriment de l'intérêt général.

### **C'est pourquoi, les organisations syndicales CGT, Cgt-FO, FSU et Solidaires de l'Oise appellent à la grève ce 26 janvier et à manifester pour :**

- Une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 8% minimum prenant en compte l'inflation subie depuis 2010,
- Des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat allant bien au-delà des miettes et chantages organisés autour du « PPCR »,
- Le maintien du statut général et des statuts particuliers des fonctions publiques,
- Le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes dans les trois versants de la fonction publique,
- Des moyens financiers à la hauteur des besoins du service public,
- La défense d'un service public de proximité garant de la cohésion sociale.

Cette journée est organisée conjointement avec les personnels des collèges pour l'abrogation de cette réforme. Elle relève d'un véritable enjeu de société, et vise notamment à réduire la dépense publique. Elle ouvre la voie aux ségrégations sociales au lieu d'assurer les conditions de l'émancipation pour tous par la connaissance et l'ouverture aux savoirs.

**Nous vous invitons à vous rassembler  
et manifester unitairement le 26 janvier à 14h30  
Départ devant le conseil général à Beauvais**